

I. Introduction

Pour beaucoup de chercheurs développant des recherches en sciences sociales qui portent sur le concept de genre ou les rapports sociaux de sexes, la question de l'application des résultats apparaît épineuse et délicate. Les suites de programmes sont bien souvent incertaines et largement en deçà des espérances initiales. Ce constat n'est pas spécifique aux recherches sur le genre. Il soulève quantité d'interrogations, formulées avec d'autant plus d'acuité que la préoccupation des chercheurs dépasse souvent le cadre classique d'une volonté d'application, pour s'inscrire dans ce qui fut définie dans un autre contexte comme une recherche impliquée (Benoist et Desclaux, 1996) du fait de l'investissement militant.

Les outils habituellement utilisés pour que les résultats des recherches servent à infléchir voire modifier des politiques publiques, des cadres réglementaires ou législatifs, ou encore des manières d'aborder certaines questions dans des univers institutionnels, professionnels ou profanes, ne suffisent souvent pas à atteindre les objectifs souhaités. Ainsi la valorisation de la recherche et les efforts de restitution aux acteurs sociaux ne permettent pas nécessairement une opérationnalisation réelle et durable.

Le présent chapitre aborde cette question de l'application des recherches sur le genre en Afrique de l'Ouest à partir d'expériences différentes. Dans un premier temps, nous identifierons quelques-unes des limites rencontrées dans les initiatives d'application et de valorisation. Nous ferons ensuite l'analyse de deux types de situations. Dans l'une, une chercheuse se trouve au cœur des institutions qui agissent dans l'exécution de programmes. Dans l'autre, des acteurs de terrain sont impliqués dans des programmes

de recherche. Nous tenterons d'identifier ce qui dans ces deux types d'initiatives permet une application optimale de la recherche.

Sahambavy, Madagascar, 2006. J.P Rolland.



II. Une illustration des limites de diffusion et d'application des recherches en sciences sociales

Peu après les premiers constats d'un nouveau syndrome en 1981, la découverte du virus en 1983 et la reconnaissance officielle de l'épidémie au Burkina Faso en 1986, le sida intégrait dans ce pays une catégorie nosographique populaire désignée par le terme maladies de femmes. Cette catégorie existe dans d'autres aires culturelles en Afrique de l'Ouest (Duschesne, 2003 ; Le Palec, 1997). Cette inclusion rapide d'une nouvelle entité nosologique populaire dans une catégorie déjà existante s'explique pour différentes raisons (Egrot, 2003). Mais nul doute possible : elle participe à la stigmatisation des femmes comme vectrices de l'épidémie. Et plusieurs dimensions morales négatives attachées à cette maladie viennent accroître le poids social de cette stigmatisation des femmes.

Dans ce contexte, certains messages d'information délivrés précocement dans les initiatives de lutte contre le sida, ont accru l'importance des préjugés subis par les femmes. Pour autant, les analyses produites par les recherches n'ont pas pour autant induit un abandon de ces messages stigmatisants par les institutions nationales ou internationales

Ainsi, la recherche analysant le message « fidélité ou capote » au Burkina Faso, montre bien qu'en traversant un prisme culturel notamment linguistique, ce message se déforme et incite alors à l'évocation dans les représentations populaires de l'infidélité des femmes (Taverne, 1996b). L'accolement dans les messages sur le sida d'un « comportement à risques » (le « vagabondage sexuel ») avec un « groupe à risques » (les prostituées), a eu aussi pour effet de renforcer l'image de femmes responsables de l'épidémie (Desclaux, 1997 ; Egrot, 1999).

Cet effet a été d'autant plus grand que les prostituées figurent l'archétype de cette représentation d'une « féminité dangereuse » déjà fortement présente au Burkina Faso (Egrot, 1999), car elles concentrent sur elles « l'ensemble des altérités possibles » (morales, comportementales, géographiques, culturelles, etc.) (Desclaux, 1997 : 200).

Dans un registre similaire, l'évocation de l'excision comme mode de transmission du sida focalise une fois de plus l'attention sur les femmes bien que ce lien de causalité ne se justifie ni du point de vue de l'épidémiologie, ni du point de vue de la santé publique (Taverne, 1994).

Les analyses produites à propos des messages articulant transmission du sida et lévirat n'ont pas non plus réussi jusqu'à ce jour à faire disparaître totalement ce type de contenu. Or, ils ont là encore comme effets indirects de renforcer l'image de femmes vectrices du sida. Mais au-delà de cette stigmatisation des femmes comme « responsables de la transmission » dans le lignage du mari (Taverne, 1996a : 101), ce message a aussi induit un possible préjudice pour les veuves. Il a en effet contribué à l'abandon progressif, d'une pratique matrimoniale jusqu'alors fortement valorisée. Or, dans une société patrilinéaire, patri-virilocal, celle-ci apparaît comme une garantie pour les femmes de conserver un lieu de résidence, les biens de leur défunt mari et surtout une vie commune avec leurs enfants. Certes, cette remise en cause du lévirat était déjà à l'œuvre dans de nombreuses sociétés (Locoh, 1995 ; Taverne 1996a). Le sida a donc surtout été – comme bien souvent – un catalyseur de changements sociaux déjà amorcés. Ces



Sahambavy, Madagascar, 2006. J.P Rolland.

analyses sur les risques encourus par les veuves par le refus de lévirat apparaissent dix ans plus tard particulièrement pertinentes. Une recherche sur la recomposition des liens de sociabilité des Personnes vivant avec le VIH (PvVIH) menée au Burkina Faso²⁴ au cours des années 2000 mettait en évidence l'importance des discriminations et des pratiques d'exclusion des veuves, induites notamment par l'abandon du lévirat. Mais toutes ces analyses produites pendant 10 ans sur l'induction de préjugés à l'égard des femmes par cette référence au lévirat n'ont pas suffi à transformer le contenu de tous les messages qui circulent en Afrique.

Ainsi, malgré les analyses anthropologiques soulignant les effets néfastes des messages de prévention, les discours et les pratiques de certains acteurs changent peu. L'infidélité, l'excision, le lévirat sont encore évoqués dans certains messages comme des « facteurs de risques », que ce soit au niveau des

associations, des services de l'état ou des organisations internationales. Et cette logique d'imputation persiste bien qu'elle continue d'accroître les représentations stigmatisantes et les pratiques discriminantes à l'égard des femmes. Pourtant, les résultats des recherches et les analyses produites ont été largement diffusés par des efforts de vulgarisation, de restitution, de communication, de publication, voire de présence régulière et prolongée des chercheurs dans des milieux professionnels, des associations ou des instances officielles. Un tel constat oblige donc à s'interroger sur d'autres manières de faire pour établir une communication entre la recherche et l'action, entre les chercheurs et les acteurs sociaux, institutionnels ou associatifs.

Deux catégories d'expériences différentes vont être exposées, susceptibles l'une et l'autre de fournir quelques amorces de réponses aux difficultés rencontrées dans les initiatives d'application des recherches en sciences sociales.

III. Une chercheuse parmi les acteurs

En 2010, Oxfam Québec recrute au Bénin une sociologue comme conseillère en genre. En un an, elle réussit à convaincre l'institution de l'intérêt de faire de la recherche en sciences sociales. Cette double fonction au sein même d'une organisation de développement représente un atout majeur, autant pour la chercheuse que pour l'ONG et le travail de terrain. Une telle situation permet en effet de construire une perspective et une approche originale, et incite à reconsidérer la place et l'utilisation de la recherche dans une ONG internationale.

En 2011, une recherche sur les violences conjugales dans l'agglomération urbaine de Cotonou est donc mise en œuvre. Son objectif essentiel est de comprendre les répertoires normatifs et populaires dans lesquels les individus puisent la légitimation des actes de violence. En somme, il s'agit d'analyser le processus de socialisation justifiant la violence, c'est-à-dire comment la société arrive à ancrer et à justifier la violence de telle sorte qu'elle soit acceptée, tolérée.

Depuis plusieurs années au Bénin, Oxfam-Québec soutient la lutte contre les violences faites aux femmes. L'approche de coopération de l'ONG privilégie une stratégie de renforcement des capacités des partenaires locaux afin d'atteindre leurs objectifs. Ces organisations de la société civile sont dans ce contexte spécifique, considérées comme des acteurs capables de changer des pratiques et des attitudes enracinées dans leur propre milieu, d'influencer les lois et les politiques, et de contribuer à un développement durable (Oxfam, 2010).

Dans le cadre de cette recherche sociologique sur les violences conjugales dans l'agglomération urbaine de Cotonou, et pour respecter cette philosophie de renforcement

des capacités des partenaires de l'institution, deux assistants ont été recrutés parmi les acteurs même de l'organisation partenaire. Ces deux personnes sont impliquées dans des actions de développement depuis plusieurs années dans leurs localités et maîtrisent très bien le terrain de l'intervention de la lutte contre les violences. En revanche, ils n'avaient jamais conduit de recherche et par conséquent ne connaissaient rien des méthodes et des exigences liées à une recherche sociologique. Au départ leur rôle demeurait circonscrit autour de la logistique : aider à se rendre sur le terrain, traduire de la langue locale au français, transcrire les données. Au fur et à mesure, leur intérêt et leur engagement ont élargi leur rôle. Ils ont commencé à s'intéresser au contenu de la recherche et même à s'impliquer dans l'analyse. Leur apport a notamment été très important lors de l'analyse des données. Non seulement ils ont des années d'expériences dans le domaine et une pratique sur le terrain déjà longue et avérée, mais en plus, ils développent sur leur propre culture un regard spécifique, avec une sensibilité et une analyse des problèmes, que la chercheuse, étrangère à cette culture, n'avait pas. L'articulation de ces deux regards fut particulièrement bénéfique et productive.

En effet, l'implication de ces deux assistants a grandement influencé le regard de la chercheuse au cours même du processus de recherche, que ce soit lors des enquêtes ou au cours de l'analyse. Elle a aussi permis une appropriation des résultats de la recherche par ces deux acteurs puisqu'il s'agissait de « leur recherche », mais aussi par les autres acteurs, à savoir les collectifs d'organisations de la société civile impliquées. Une restitution partielle a également été réalisée sous

²⁴ Programme ANRS 1281 / Sidaction : Réseau de sociabilité, quête thérapeutique et vécu des traitements pour les PvVIH au Burkina Faso, dirigé par M. Egrot (CReCSS, Université d'Aix-Marseille II / UMR145 IRD) de 2003 à 2005.

IV. Des acteurs parmi les chercheurs

une forme participative lors d'un atelier. L'ensemble de ces dispositions a permis une démythification de la recherche et de ses résultats par les partenaires locaux, en ce sens que l'implication d'acteurs de terrain a permis ce que Pierre Bourdieu appellerait une « réduction de la distance » entre eux-mêmes et l'univers de la recherche (1993).

Ce partenariat entre une chercheuse et des acteurs sur le terrain a constitué une expérience enrichissante des deux côtés. Elle offre notamment des perspectives intéressantes en termes de valorisation et d'applicabilité de la recherche. Dans le domaine de la lutte contre les violences faites aux femmes, elle donne lieu à une réelle avancée dans l'efficacité des interventions.

La chercheuse a pu bénéficier de l'expérience, de la connaissance du terrain et du contexte culturel des deux acteurs et de leur crédibilité auprès des autres acteurs sensés s'approprier les résultats de la recherche, ce qui a facilité ultérieurement le partage des connaissances.

Pour les acteurs de terrain, la démarche conjointe avec la chercheuse a permis l'accès à une méthodologie rigoureuse, un recul et une distance qui donnent une pertinence encore plus grande à leur action. Ce partenariat a permis une construction commune de connaissances et un partage plus efficace des résultats, par une plus grande proximité avec le public cible, avec une méthodologie de restitution et de diffusion plus efficace, et mieux accueillie et acceptée.

Cette expérience a été possible grâce à un concours de circonstances : une chercheuse qui travaille dans une ONG, sa volonté de conduire des programmes de recherche, l'ouverture d'esprit de l'ONG, en termes de priorisation dans la programmation, d'allocation de budgets et de respect de

la temporalité propre à une recherche sociologique sur le terrain. La relation de confiance acquise auprès des acteurs locaux et la volonté d'apprentissage des deux côtés ont été également cruciales dans ce partenariat, qui gagnerait à être intégré de façon plus structurelle dans la programmation des ONG. D'un autre côté, les chercheurs auraient également intérêt à se rapprocher des préoccupations des acteurs pour mieux cibler leurs axes de recherches, et pour envisager des modes de diffusion et de vulgarisation plus proches du terrain qui inciteraient davantage l'utilisation des résultats de la recherche dans les actions de développement.

Dans les années 2000, une équipe d'anthropologues issus de diverses institutions²⁵ a travaillé sur plusieurs programmes sur le sida en Afrique de l'Ouest. Nombreux sont ceux qui avaient été préalablement interpellés par les limites de diffusion et d'application des analyses produites suite à plusieurs recherches menées au cours des années 80 et 90 (Partie 1). Ces travaux portaient principalement sur le sida mais en utilisant très souvent le concept de genre, dans la définition de la problématique et dans l'analyse.

De nouvelles manières de travailler ont progressivement été adoptées pour essayer d'accroître les performances des chercheurs en matière de valorisation et d'application.

Dès le début des années 2000, des acteurs de terrain ont été associés aux programmes de recherche menés au Burkina Faso. Mais, le contenu sémantique de cette « association » a par contre passablement changé en quelques années. Compte tenu du contexte de ces recherches, des responsables d'associations de « personnes affectées et infectées par le VIH » ont été recrutés au sein même des programmes comme « assistants de recherche ». Au cours du temps, le statut de ces acteurs associatifs recrutés a évolué. Ils étaient au début assistants, essentiellement pour l'identification de personnes acceptant de participer à l'enquête et pour le recueil des données (participation aux entretiens assurant parfois la fonction d'interprète). Dans un second temps, leurs fonctions ont été étendues au travail de recherche bibliographique et d'analyse. Dans un programme ultérieur²⁶, deux acteurs associatifs au Burkina Faso étaient impliqués

dès sa conception (état des lieux, définition de la problématique, des questions de recherche et des hypothèses, etc.) jusqu'au travail de restitution et de valorisation (Sankara, 2006).

L'un des deux acteurs recrutés avait déjà travaillé avec notre équipe sur un programme (ANRS 1281). Il connaissait donc le travail de terrain et les logiques institutionnelles de la recherche. Le second coordonnait depuis plusieurs années des programmes associatifs d'accès aux soins et aux traitements du sida et avait publié divers articles sur ce sujet. Les deux s'intéressaient depuis longtemps à l'objet de recherche sur lequel le programme prévoyait de travailler. Ils étaient cofondateurs et membres actifs de « Vie Positive », l'une des plus importantes associations de personnes affectées et infectées par le VIH à Ouagadougou, agréée à l'époque par le Ministère de la santé pour assurer la prise en charge médicale des PvVIH, notamment la prescription et le suivi des traitements antirétroviraux. Ils étaient par ailleurs, avec deux autres responsables d'associations, membres fondateurs de l'association Kasabati qui dès sa création en 2001 prévoyait d'assurer la formation d'acteurs associatifs engagés dans la prise en charge des PvVIH, un partage d'expériences et de compétences entre institutions.

Cette dernière expérience fut sans aucun doute la plus riche et la plus fructueuse du point de vue de la valorisation. Les séances de restitutions du programme, auprès des acteurs de santé ou des PvVIH furent organisées par les assistants de recherche dans des lieux associatifs, en grande partie par eux-mêmes. Des communications furent faites dans des

²⁵ Selon les projets, les équipes étaient constituées d'anthropologues rattachés au CReCSS, aux UMR 145 IRD, 7043 & 8575 CNRS, aux institutions partenaires du Sud.

²⁶ Programme ANRS 12111 / Sidaction : Anthropologie des traitements néo-traditionnels du sida en Afrique de l'Ouest, dirigé par M. Egrot (CReCSS / UMR7043 CNRS)

V. Conclusion

colloques internationaux sur cette expérience. Mais surtout, c'est leur participation et leur implication dans l'ensemble du processus de recherche, à toutes les étapes, qui ont permis en fin de programme d'aller au delà d'une simple valorisation en termes de vulgarisation, de restitution et de publication. Ils ont en effet pu exploiter les résultats de cette étude afin de concevoir des modules de formation destinés aux personnels soignants associatifs au Burkina, au Sénégal et en Côte d'Ivoire, puis organiser un atelier de réflexion sous-régional avec les acteurs locaux de la lutte contre le sida. Cette modalité de partenariat entre chercheurs et acteurs associatifs permettait ainsi une appropriation

des résultats de la recherche par des acteurs clés sur le terrain avec bien évidemment une plus grande efficacité et pérennité dans le processus de transfert de savoirs du monde de la recherche vers celui de l'action. Des associations comme Vie Positive ou Kasabati militent aujourd'hui pour faire disparaître des modules d'informations et de formations qu'elles conçoivent ou/et qu'elles délivrent, les références à la prostitution, à l'excision ou encore au lévirat ; elles tentent d'intégrer dans leur communication autour du sida et leurs actions envers les PvVIH les enseignements issus de analyses produites autour des problématiques en terme de genre.

Que ce soit les chercheurs qui vont travailler dans des institutions impliquées dans l'action ou des acteurs qui s'associent à des programmes de recherche, les bénéficiaires s'en ressentent, – entre autres –, en terme d'application des recherches en sciences sociales. C'est notamment ce processus d'une véritable appropriation des résultats de la recherche par les acteurs de terrain qui laisse espérer une meilleure prise en compte des travaux de recherche dans la détermination des actions à mener et des meilleures manières de le faire.

La première partie de cette contribution atteste qu'une telle appropriation ne peut se faire uniquement par les outils usuels de valorisation et de restitution. Il persiste en effet une distance entre recherche et action, avec souvent une faille qui, même si elle se réduit, apparaît encore infranchissable, du moins parfois, et au moins à certains. Cette persistance d'un fossé entre réflexion et action peut s'expliquer de diverses manières. L'une des explications vient du fait que souvent, après une recherche, même si les chercheurs sont médiocrement contents par des restitutions perçues comme réussies, ils ne sont plus présents sur le terrain de l'action. Ils ne peuvent donc plus veiller à ce que les leçons apprises ou les recommandations formulées puissent se décliner dans les décisions et les pratiques au quotidien. Par ailleurs, il est parfois trop compliqué pour les acteurs encore présents d'expliquer les résultats d'une recherche et éventuellement l'intérêt de changer d'approche discursive ou opératoire. Enfin, les acteurs n'ont pas toujours le temps, la formation nécessaire, ni le réflexe de lire les productions scientifiques concernant leur champ d'intervention. L'autre frein indéniable reste que sur le sida, la

sexualité mais aussi les rapports sociaux de sexes, les résultats de la recherche ne sont pas toujours compatibles ou articulables avec certaines représentations, certains discours, certains principes de moralité fortement valorisés par les sociétés dans lesquelles s'est déroulée la recherche.

L'une des solutions possible est donc de trouver des moyens permettant de faire en sorte que les acteurs de terrain deviennent de véritables actifs de la recherche, des « experts profanes » pour reprendre ici le concept de Sébastien Dalgalarondo (2000). L'appropriation des résultats et des analyses de la recherche présentées ici est passée par un partage dans la durée avec le chercheur et le travail de recherche. Il s'est agi d'un processus progressif, prolongé et profond. Cette appropriation, sans être une panacée semble donc être l'un des moyens d'obtenir une opérationnalisation réelle et durable de certaines recherches en sciences sociales. Pour une plus grande articulation et un partage des connaissances optimales permettant une efficacité la plus grande possible sur le terrain, il faudra néanmoins innover au niveau de la méthodologie et des manières de faire, afin de dépasser les limites de l'opérationnalisation de la recherche.

Car un tel partenariat rencontre aussi quelques difficultés. La première réside dans les temporalités de la recherche et de l'action qui ne sont pas toujours compatibles. L'une et l'autre sont soumises à des chronogrammes différents, liés à la durée des projets et des budgets alloués, mais aussi aux exigences des organismes financeurs, exécutifs ou gestionnaires.

Par ailleurs, chercheurs et acteurs n'ont pas toujours la même approche sur le terrain et la même manière d'y appréhender les problèmes.



Sahambavy, Madagascar, 2006. J.P Rolland.

Les exigences militantes et la crédibilité des acteurs imposent parfois d'intervenir alors que le chercheur a nécessairement besoin de privilégier la durée, de prendre son temps pour réaliser des entretiens et des observations de qualité, de rester proche des conditions réelles pour valider ses hypothèses avec le plus de rigueur et d'objectivité possibles.

La dernière difficulté réside dans la divergence éventuelle entre militantisme et rigueur de la recherche lors de la phase d'opérationnalisation. Pendant que l'acteur veut des éléments pour nourrir son militantisme, le chercheur cherche à tout prix la fiabilité des résultats et l'objectivité des analyses même si ca ne va pas nécessairement dans le sens des contenus que les acteurs de terrain veulent donner à leurs activités de plaidoyer.



Djougou, Bénin, 2013. J.P Rolland.

Benoist J., Desclaux A. 1996.

« Pour une anthropologie impliquée », in Anthropologie et sida. Bilan et perspectives, Karthala : 363-374.

Bourdieu P. 1993.

« Comprendre », in La misère du Monde, édition du Seuil, Paris : 903-925.

Dalgalarrondo S. 2000.

Analyse sociologique des essais thérapeutiques. Stratégie des firmes, recherche clinique et activisme thérapeutique. Les médicaments contre le virus du sida en France, Thèse de sociologie, IEP-Paris.

Desclaux A. 1997.

L'épidémie invisible. Anthropologie d'un système médical à l'épreuve du sida chez l'enfant à Bobo-Dioulasso, Burkina Faso. Thèse d'anthropologie, Université de Droit, d'Économie et des Sciences d'Aix-Marseille.

Duschesne V. 2003.

« Fluides, transmission et filiation. Les "maladies des femmes" dans une société matrilineaire », In Bonnet D. et Jaffre Y., Les maladies de passage. Transmission, prévention et hygiène en Afrique de l'Ouest, Karthala : 199-220.

Egrot M. 1999.

La maladie et ses accords. Le sexe social, mode de déclinaison et espaces de résonance de la maladie chez les Moose, Burkina Faso, Thèse d'anthropologie, Université de Droit, économie et Sciences d'Aix-Marseille.

Egrot M., Taverne B. 2003.

« Représentations de la transmission sexuelle des maladies chez les Mossi au Burkina Faso ; ren-contre des catégories nosologiques populaires et biomédicales dans le champ de la santé publique » In Bonnet D. et Jaffre Y., op. cit. : 221-252.

Le Palec A. 1997.

« Un virus au cœur des rapports sociaux de sexe », Journal des Anthropologues, 68-69 : 111-127.

Locoh T. 1995.

Familles africaines, population et qualité de vie, Les dossiers du CEPED (31).

OXFAM QUEBEC, 2010.

L'approche de renforcement des capacités d'Oxfam-Québec. Geneviève Simard, Unité Développement thématique et évaluation - DRHDO - 26 mai 2010.

Sankara A., Bastien V., Egrot M. 2006.

« Participation of associations in anthropological research in Burkina Faso », XVIe Congrès International sur le sida, 13-18 août, Toronto. abstract CD.

Taverne B. 1994.

« Éthique et stratégie de communication : excision et sida au Burkina Faso », Sociétés d'Afrique et Sida, (6) : 5-6.

Taverne Bernard, 1996a.

« Stratégie de communication et stigmatisation des femmes : lévirat et sida au Burkina Faso », Sciences sociales et santé, 14(2) : 87-106.

Taverne B. 1996b.

« Valeur morale et stratégie de prévention : la "fidélité" contre le sida au Burkina Faso », Colloque Sciences sociales et Sida en Afrique, bilan et perspectives, Codesria : 527-538.